Pacte de Marrakech : 13 généraux accusent Macron de « trahison » (MàJ : le ministère des Armées réfléchit à des sanctions disciplinaires)

18/12/2018 à 0h25

18/12

Contacté par L'Opinion, le ministère des Armées a qualifié d'«inadmissibles et indignes» les termes de la lettre ouverte adressée à Emmanuel Macron par 13 officiers, opposés à l'adhésion de la France au pacte de Marrakech.

La lettre ouverte de 13 chefs militaires français à l'attention du président de la République Emmanuel Macron, dénonçant le pacte mondial de l'ONU sur les migrations (dit pacte de Marrakech), n'a guère était du goût du gouvernement. Contacté par *L'Opinion* ce 17 décembre, le cabinet de la ministre des Armées Florence Parly a jugé les propos contenus dans cette lettre «inadmissibles et indignes». «Les généraux 2S [de la 2e section, c'est-à-dire qui ne sont plus actifs au sein de l'armée mais toujours mobilisables] qui ont signé ce texte sortent du devoir de réserve auquel ils sont soumis. Ce devoir de réserve les oblige et ce d'autant plus qu'en tant qu'officiers généraux ils incarnent le sommet de la hiérarchie militaire, c'est-à-dire qu'ils ont la charge de montrer l'exemple», a confié au quotidien le cabinet de la ministre.

> *Ils ne répondent pas à leurs obligations statutaires et s'exposent de ce fait à des sanctions disciplinaires, dont nous apprécierons l'opportunité dans les jours à venir*

RT

14/12

Un ancien ministre de la Défense, dix généraux, un amiral et un colonel. Dans un contexte de crise politique issue de la fronde des Gilets jaunes, un groupe d'officiers à la retraite vient de contresigner une lettre ouverte, demandant à Emmanuel Macron de renoncer à signer le pacte de Marrakech.

Les signataires de cette lettre, écrite par le général Antoine Martinez, un ancien haut gradé de l'armée de l'air estiment qu'en ratifiant le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières, Emmanuel Macron se rendrait « *coupable d'un déni de démocratie, voire de trahison à l'égard de la nation* ».

(…) Parmi les signatures connues, figure Charles Millon, l'ex-ministre de la Défense de Jacques Chirac. Mais aussi le souverainiste Didier Tauzin, général, ou encore le général Christian Piquemal, radié des cadres de l'armée en septembre 2016, après avoir organisé une manifestation interdite contre les migrants à Calais.

(…) Le Parisien